

Des médias aux ordres de Poutine ?

L'émergence de médias d'opposition en Russie

« En Russie Poutine accentue son contrôle sur les médias »¹. C'est ainsi que l'agence de presse Reuters titre, fin 2013, l'une de ses dépêches commentant la centralisation de plusieurs médias en une seule agence d'information gouvernementale *Rossia Sevodnia* (la Russie aujourd'hui). Ce discours d'une mainmise du gouvernement russe sur les médias est omniprésent. Ainsi, Maria Lipman, journaliste et membre de la Fondation Carnegie, explique que les subventions des administrations régionales font que de nombreux journalistes « ressemblent plus à des serviteurs de l'État qu'à des journalistes »². Pour cette analyste, les médias demeurent fortement surveillés par l'État par divers moyens : « contrôle de la propriété et des propriétaires, contrôle des administrations et des directeurs ; contrôle de l'attribution des licences ; contrôle de la législation et de l'application de la loi ; contrôle de la production dans la mesure où la majorité des imprimeries sont la propriété du gouvernement qu'il soit fédéral ou régional »³. Une organisation comme Reporters sans frontière insiste également très réguliè-

CHUPIN IVAN
CUF de Moscou, CERAPS

ment dans ses rapports sur les assassinats de journalistes dont le plus médiatisé est sans doute celui d'Anna Politkovskaïa⁴. Dans ce tableau, la presse d'opposition est dépeinte comme totalement dépourvue de moyens d'action, étrangère au processus de décision politique, et incapable de transformer des informations en évènements politiques⁵.

Sans nier qu'il existe des contrôles forts de l'État russe sur les médias (notamment dans le domaine de l'audiovisuel depuis les années 2000), on voudrait ici interroger la causalité mécanique trop rapidement établie entre ce contrôle de l'État et l'absence complète d'autonomie dont jouirait l'ensemble des journalistes dans l'exercice de leur travail⁶. Ce qui nous

1. Dépêche *Reuters*, le 9 décembre 2013.

2. Maria Lipman, « La scène médiatique en Russie. Déclin des institutions et montée en puissance de l'industrie », *Outre terre*, n° 19, 2, 2007, p. 126.

3. *Ibid.*, p. 129.

4. En 2009, 5 journalistes sont décédés dans le cadre de leur fonction. Les violences faites aux journalistes sont également fréquemment soulignées dans divers rapports. Par exemple selon la Fondation de défense de la Glasnost, il y aurait eu 58 agressions de journalistes en 2010. <http://www.gdf.ru/graph/item/1/810>

5. Maria Lipman, art.cit., p. 132.

6. Cette démarche s'inscrit dans le prolongement du programme de recherche sur les dépendances

semble contestable ici est l'idée, dominante chez les commentateurs, que ce contrôle conduirait inéluctablement à une absence d'opposition. L'objectif de cet article est de montrer au contraire l'existence de cette dernière et de mettre au jour les conditions qui la rendent possible.

On montrera d'abord que les médias d'État se caractérisent par une situation double où la politisation (entendue comme le contrôle politique, gouvernemental) des activités journalistiques s'accompagne d'une dépolitisation des contenus médiatiques comprise ici davantage dans le sens de l'évacuation du conflit dans le traitement que les médias donnent de la vie politique. Puis, on contestera le lien mécaniquement établi entre contrôle d'État et inefficience d'une presse d'opposition, en soulignant que ce type d'analyse relève plus d'un jugement politique que d'un constat empirique. Il empêche de voir comment le contrôle sur les médias d'opposition et sur internet prend plus souvent des formes détournées et plus indirectes que celles qui pèsent sur les médias d'État (II).

Sous la politisation... la dépolitisation des contenus des médias russes

Vus de loin, les médias russes peuvent apparaître comme un espace très politisé et sous contrôle de l'État en soutenant le régime et en limitant la visibilité de l'opposition. Mais, loin de se réduire à cette fonction de propagande, la politique médiatique prend aussi appui sur une dépolitisation des contenus diffusant une représentation consensuelle du monde social.

des journalistes entamé en 2006 dans l'ouvrage que nous avons dirigé avec Jérémie Nollet, *Journalisme et dépendances*, Paris, L'Harmattan, 2006.

Les médias d'État : des outils au service du pouvoir

La reprise en main par l'exécutif des médias débute en 2000 avec l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine. Lors du naufrage du sous-marin Koursk, certaines chaînes avaient à l'époque mis en cause l'organisation des secours et le refus de l'État d'accepter une aide internationale, ce qui avait fortement déplu au nouveau président.

Le contrôle des médias par le pouvoir politique est aujourd'hui manifeste dans la mesure où l'État possède la majeure partie des chaînes de télévision. De plus, via sa filiale Gazprom média, l'État a élargi son contrôle actionnarial sur tout un ensemble de médias, dont certains réputés proches de l'opposition comme la radio Écho de Moscou. En 2005, l'État a même créé une chaîne Russia Today pour défendre sa vision de la Russie à l'étranger. La fondation récente de Russia Sevodnia, fusionnant deux médias d'État, la radio (la Voix de la Russie) et l'agence de presse (Ria Novosti), relève aussi de cette dynamique. L'État a également fortement investi, dès 2008, sur le média internet sous l'impulsion de Dmitri Medvedev en finançant des réseaux de blogueurs chargés de produire des commentaires flatteurs à l'égard du Kremlin⁷.

Certains journalistes font état de reportages directement commandés par le Kremlin dont la chaîne NTV s'est fait une spécialité en dénonçant les mobilisations de décembre 2011. Le 15 mars 2012, pendant la dernière campagne présidentielle, le reportage « Anatomia Protesta » est diffusé sur NTV afin de discréditer l'opposition, qui aurait acheté et financé

7. Julien Nocetti. « Le web réinvente-t-il la politique ? », *Politique étrangère*, 2012/2, p. 286.

des participations citoyennes. Plus globalement le reportage accusait les opposants de vouloir fomenter une révolution à l'aide de fonds de l'étranger.

De plus, certains contenus sont traditionnellement passés sous silence à l'image de la vie privée de Vladimir Poutine mais également de la corruption de la mairie de Moscou à l'époque de Iouri Loujkov⁸. De manière plus générale, les personnalités principales de l'opposition russe ne sont pas invitées sur les chaînes d'État⁹. L'ensemble de ces facteurs fait dire à certains analystes de la vie politique russe qu'il y règne une demi-liberté de parole (*polusvoboda slova*)¹⁰. Ce phénomène est renforcé par certaines mesures de rétorsion sélectivement infligées par le pouvoir aux journalistes.

Une dépolitisation des contenus par le marché

La chute de l'URSS a conduit au passage d'une presse sous contrôle étatique à une presse concurrentielle¹¹. À l'époque, certains oligarques comme Boris Beresovski mais aussi Vladimir Goussinski utilisent les chaînes de télévision comme des outils politiques, n'hésitant pas dans certains cas à contester le pouvoir en place. Or, certains analystes notent que le principe même de ce pluralisme est disqualifié dès les années 2000 : « les vieux oligarques percevaient les médias politiques comme un atout considérable,

leur conférant de l'influence et du pouvoir. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, les magnats les considérant plutôt comme un fardeau »¹².

Cette tendance à renoncer à faire des médias une ressource politique est par ailleurs accentuée par le passage à une économie de marché. En effet, l'audimat a pris une importance inédite au sein des grandes chaînes de télévision. L'enjeu est de fédérer le public le plus large possible afin de mobiliser les annonceurs ; or, une chaîne trop politisée peine à conquérir le grand public puisqu'elle clive les publics potentiels¹³.

De manière générale, la plupart des émissions de la première chaîne (la chaîne d'État, celle qui réalise le plus d'audience) se situe à distance de la politique la plus institutionnelle en mettant davantage l'accent sur les bonnes manières de se comporter (santé, vie de couple, etc.) ou bien en imposant une forte moralisation dans les débats de société. La mise en concurrence des médias russes se traduit donc par un renforcement progressif de l'entertainment au détriment de la politique¹⁴.

Des journalistes neutralisés éditorialement

Les effets déconflictualisants de ces évolutions économiques sont renforcés par les évolutions récentes du recrutement des journalistes. La plupart des jeunes journalistes passés par des écoles de journalisme ont une conception assez

8. Vladimir Gel'man, politiste parle de « zones de silence ». Vladimir Gel'man, *Lovushka polusvobody*, slon.ru, 9/03/2010. http://slon.ru/russia/lovushka_polusvobody-310531.xhtml

9. Entretien avec Vladimir Pozner, journaliste pour la première chaîne, réalisé avec Renata Mustafina.

10. Vladimir Gel'man, *Lovushka polusvobody*, slon.ru, 9/03/2010. http://slon.ru/russia/lovushka_polusvobody-310531.xhtml

11. Laura Belin, « The Russian Media in the 1990's », *Journal of communist studies and Transition Politics*, (18), 1, p. 139-160.

12. Maria Lipman, *op.cit.*, p. 127.

13. Pierre Bourdieu, *Sur la télévision*, Paris, Liber, 1996.

14. John.A. Dunn, « Where did it all go wrong ? Russian television in the Putin era », in Beumers Birgit, Hutchins Stephen, Rulyova Nathalia (ed.), *The Post-Soviet Russian Media*, New York, Routledge, 2009, p. 43.

« légitimiste » de la politique¹⁵. Les jeunes journalistes formés se caractérisent par une distance politique, voire un scepticisme, à l'égard de l'opposition, qu'ils jugent peu capable de se structurer. Par exemple, ils se disent peu favorables à la figure d'Alexeï Navalny, un blogueur d'opposition qui s'était présenté pour les élections à la mairie de Moscou en septembre 2013. De plus, la plupart ne participe pas à des mouvements de jeunesse qu'ils soient pro-gouvernementaux ou d'opposition. Ces jeunes journalistes témoignent d'un rapport plus pragmatique et matérialiste à leur métier. Ils se disent souvent prêts à évoluer vers les métiers de la communication ou des relations publiques et ne défendent pas spécialement un engagement idéaliste dans leur profession¹⁶. À l'inverse de la génération précédente de journalistes, formés au moment de la perestroïka et assez fortement politisés¹⁷, la nouvelle génération paraît plus encline à pratiquer un journalisme politiquement neutralisé (« neutre » ?).

Des publicistes en Russie ? L'émergence de médias d'opposition

Cette combinaison de dépendance politique et de dépolitisation de la plupart des contenus ne correspond qu'à une partie, certes dominante, du champ

journalistique russe. Une autre fraction est constituée de médias d'opposition qui, à l'image de l'espace public du milieu du dix-huitième siècle¹⁸, concourent à une politisation de la vie sociale dans un espace pourtant très contrôlé. Ces journalistes russes peuvent être assimilés à des publicistes, c'est-à-dire des spécialistes de l'intervention dans le débat public¹⁹ : ils cumulent des fonctions de journalistes mais aussi d'acteurs politiques. Ils officient dans des médias de tout type (la télévision Dojd, la radio Écho de Moscou, divers sites internet, le journal New Times, Novaïa Gazeta...). Ce mouvement a accompagné le développement progressif d'une opposition politique. Elle découle du transfert d'anciens militants vers ces médias, ainsi que de la relative liberté d'expression rendue possible par le web.

Relayer médiatiquement les dynamiques de l'opposition

Le renforcement des médias d'opposition va de pair avec le processus de constitution de l'opposition. Celle-ci se structure en Russie dès 2006, avec l'association de courants assez hétérogènes, allant des nationaux bolcheviks (Édouard Limonov) aux libéraux démocrates. L'ensemble de ces mouvements trouve un débouché dans les mobilisations de décembre 2011, qui réunissent jusqu'à 100 000 manifestants dans la rue. La structuration de ce mouvement recourt alors beaucoup à divers usages de l'internet.

Les journalistes d'opposition se distinguent des journalistes d'État évoqués

15. Nous nous basons ici sur un travail en cours portant sur des diplômés d'écoles de journalisme de plusieurs grandes universités (MGU, MGIMO, Haute école d'économie). La Haute école d'économie est relativement différente dans la mesure où la formation a été lancée plus récemment par des journalistes plus proches de l'opposition.

16. Sur ce type de conception, voir Sandrine Levêque et Denis Ruellan, *Journalistes engagés*, Rennes, PUR, 2010.

17. Pascale Bonnamour, *Les nouveaux journalistes russes. Métamorphose d'une profession (1990-1999)*, Paris, L'Harmattan, 1999.

18. Roger Chartier, *Les origines culturelles de la Révolution française*, Paris, Le Seuil, 1990

19. Érik Neveu, « Quatre configurations du journalisme politique », in Rémy Rieffel et Thierry Watine (dir.), *Les mutations du journalisme en France et au Québec*, Paris, Panthéon-Assas, 2002.

plus haut par des trajectoires sociales caractérisées par une forte porosité entre mouvements sociaux et médias²⁰. Ils sont pour la plupart issus de familles à fort capital culturel (parents universitaires, hommes politiques ou journalistes...) et sont eux-mêmes passés par l'enseignement supérieur (à l'image d'ailleurs de la plupart des manifestants²¹). Ils ont aussi, le plus souvent, participé à des mouvements de jeunesse engagés (comme My, Solidarnost, ou le parti libertaire...) et quelques uns sont les descendants d'anciens dissidents du régime soviétique. Cet espace de publicistes constitue un milieu assez fermé d'interconnexions qui se distinguent par l'écriture d'un journalisme de tribunes notamment relayé sur les réseaux sociaux (Facebook).

Internet : un espace de liberté ?

Ce réseau de publicistes profite en effet largement des possibilités ouvertes par internet. Le succès de ce nouveau média tient à un facteur économique. S'il ne faut pas surestimer la rentabilité de l'information sur internet, il est indéniable que la popularité des mobilisations reflète l'existence d'un « marché » de militants, fortement diplômés, ce qui a conduit certains mécènes à reprendre à des fins économiques des sites politiquement engagés. De plus, du fait de sa grande souplesse d'utilisation, l'économie *online* présente des avantages conséquents en matière de rentabilité (économie d'échelle, aspect dématérialisé de la production...).

À l'exception de certaines opérations de hackers anonymes ayant frappé des

sites internet d'opposition pendant les élections à la Douma de décembre 2011, la plupart des blogs est longtemps restée peu surveillée par le pouvoir. S'il existe, depuis 2012, une loi sur la calomnie et que certains réseaux sociaux comme Vkontakte (le Facebook russe) coopèrent avec le Kremlin²², on est loin d'une réelle censure comme en Chine. Internet bénéficie ainsi d'une liberté qu'on ne retrouve pas dans les manifestations qui donnent lieu à un important déploiement policier et se traduisent souvent par des arrestations²³.

Ceci dit, il faut se garder, comme dans le cas du « printemps arabe », de trop idéaliser l'internet comme espace de liberté politique. L'autonomie des publicistes en effet doit être nuancée : la crise ukrainienne s'est par exemple traduite, depuis novembre 2014, par un resserrement du contrôle de l'État sur les discours médiatiques en Russie. Par ailleurs, de nombreux sites ont été fermés récemment pour avoir diffusé des informations décrites comme non patriotiques (grani.ru, Ejednevny journal ej.ru, Kasparov.ru...) ²⁴. Formellement, ces sites contiennent, selon le Service fédéral de surveillance dans le domaine des télécommunications (Roskomnadzor), des « appels à commettre des infractions » et « à participer aux manifestations de masse menées en violation de l'ordre établi ». La rédactrice en chef du site d'information lenta.ru, Galina Timchenko, a ainsi

20. L'analyse de ces trajectoires de journalistes d'opposition est le résultat d'une étude en cours menée en commun avec Françoise Daucé.

21. Alexandre Bikbov, « The methodology od studying 'spontaneous' street activism (Russian protests and street camps, décembre 2011-july 2012) », *Laboratorium*, 2012, n°2, p. 282 sq.

22. Renata Mustafina, *Tenir la ligne. Sociologie des pratiques d'opposition sur le web en Russie*, Mémoire de M1, Collège universitaire français de Moscou, 2013, p. 69 sq.

23. Tatyana Shukan, « Les mouvements de jeunes contestataires en Russie : s'opposer dans la rue et par la rue (2005-2010) », *Critique internationale*, avril-juin 2012, n° 55, p. 51-71.

24. Françoise Daucé, « Les médias en ligne en Russie. Les jeux ordinaires du contrôle politique », *Études du CERI*, n° 203, avril 2014.

été limogée en mars 2014 à la suite de la publication d'un lien hypertexte sur le site vers une interview d'un leader ultranationaliste ukrainien (Dmitri Iaroch).

Enfin, les stratégies d'influence du pouvoir passent également par des pressions économiques. En effet, récemment la chaîne d'opposition Dojd a fait face au retrait de plusieurs fournisseurs d'accès (*providers*) ce qui a mis en danger son équilibre financier et sa capacité à collecter des publicités. En maintenant ces journalistes opposants dans une forme d'artisanat ou de bricolage permanent du fait d'une absence structurelle de moyens, le pouvoir exerce de fait un contrôle indirect sur eux.

Malgré tout, la fermeture de ces sites comme lenta.ru se traduit par des recompositions très rapides qui limitent la tentation de lire dans ces transformations une capacité totale de contrôle. Anton Nossik, un blogueur habitué des fondations de sites internet, a ainsi déclaré son intention de lancer un nouveau site qui s'appuiera sur les 84 journalistes qui avaient signé le 12 mars un communiqué pour soutenir Timchenko et les 39 ayant alors démissionné de lenta.ru²⁵.

Conclusion

L'étude des médias en Russie permet de renouveler et de documenter plus précisément les analyses sur les régimes « autoritaires », en s'intéressant notamment à l'usage qu'ils font des médias, objet qui est traditionnellement délaissé par les spécialistes de ces régimes²⁶. Le régime russe offre donc un cas original, difficile à classer (« semi-autoritaire » pour certains, « démocratie dirigée » pour d'autres, « démocratie », « démo-

cratie illibérale » pour les autres²⁷). Sans chercher à imposer une idéologie à tous, ce qui est le propre d'un régime totalitaire, sans forcément parvenir (ni même chercher) à contrôler l'ensemble de ce qui s'écrit, l'État parvient néanmoins à opérer des contrôles directs ou indirects (via l'économie) sur l'ensemble des médias russes. ■

25. Source : *Courrier International*, 15 mars 2014.

26. Juan Linz, *Régimes totalitaires et autoritaires*, Paris, Armand Colin, 2000 (traduit de l'anglais).

27. Sur cette incertitude dans les taxonomies du régime russe, voir Jean Robert Raviot, *Démocratie à la russe. Pouvoir et contre-pouvoir en Russie*, Paris Ellipses, 2008.